

Dans sa remarquable saynète musicale intitulée « Paul U Gazette », le chanteur québécois Gilles Vigneault fait dire à son héros : « Celui qui connaît le nom des choses, il les possède ». Ce qui prolonge la pensée d'Heidegger et la phrase d'Albert Camus pendant la guerre : « Quand on ne sait pas nommer les choses, on ajoute au malheur du monde ». Et de ce point de vue, nous avons un problème en Occident.

La dissuasion nucléaire, la construction européenne et le Pacte atlantique ont mis l'Occident à l'abri de la guerre sur son sol depuis soixante-dix ans. Trois générations ont maintenant bénéficié de cette période de paix sans précédent et notre perception collective des conflits armés s'en est trouvée profondément modifiée. Elle l'est d'autant plus que la chute du bloc de l'Est a conféré à nos yeux le monopole de la violence militaire légitime à l'hyperpuissance américaine et à ses alliés de l'OTAN au nom de la défense et de la promotion des valeurs communes partagées en Occident.

Toute initiative armée, la menace d'y recourir ou même sa simple évocation, dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre de ce monopole, est décrite par nos médias et ressentie par nos opinions publiques comme illégitime, barbare, assimilable au terrorisme et produite par un « axe du mal ». Cette forme de ressenti est corroborée par le fait que toute entreprise armée entrant en confrontation avec la puissance de l'Occident et ses alliés se trouve mécaniquement contrainte à mettre en œuvre des stratégies du faible au fort dont la sauvagerie médiatisée et les violences disproportionnées sont des éléments de base.

C'est ainsi que l'étiquette « terroriste » est appliquée indistinctement aux mouvements subversifs violents se réclamant d'Al-Qaïda, aux irrédentistes touaregs au Mali, corses en France ou russes en Ukraine, au régime cubain, aux groupes combattants salafistes un peu partout dans le monde, aux militants du Hamas à Gaza et du Hezbollah au Liban, aux « passeurs » d'immigrés clandestins en Méditerranée, aux tueurs isolés en Occident mais seulement s'ils sont musulmans....

Il ne s'agit pas ici de discuter la légitimité ou l'illégitimité des uns et des autres de recourir à la violence mais de constater que les considérer sans nuance ni discrimination ne permet pas de se protéger de ces différents phénomènes ou de lutter contre eux, sauf à s'engager dans une inepte « guerre globale contre la terreur » comme l'a fait l'administration néo-conservatrice américaine avec les résultats désastreux que l'on sait. Car on ne fait pas la guerre à un concept aussi vague que la « terreur », on lutte contre des personnes en nombre limité qu'il faut

identifier avec précision et dont il faut connaître les moyens, les méthodes et les motivations. La confusion entre la guerre et la lutte antiterroriste conduit inévitablement à l'extension et à l'aggravation du risque car dans cette confusion on ne considère pas l'ennemi tel qu'il est mais tel qu'on voudrait qu'il soit.

C'est ainsi qu'en créant le vide juridique lié à l'improbable statut d'« ennemi combattant », qui ne satisfait ni aux lois de la guerre ni à celles du maintien de la paix civile, les États-Unis ont renié leurs propres valeurs et multiplié à Guantanamo, à Abou-Ghraïb, dans des « prisons secrètes » sur leur territoire et ceux de leurs alliés, les situations inextricables et les atteintes aux droits les plus élémentaires suscitant partout la haine, le rejet et un désir de vengeance évidemment exploité par les pires idéologues du « conflit des civilisations ».

En 2002, le renversement du régime taliban par des moyens militaires était légitime et justifié. Le régime de Kaboul était un pouvoir d'État qui accordait asile et soutien à une organisation terroriste qui avait durement frappé les États-Unis. Cela dit, après l'anéantissement du noyau opérationnel d'Al-Qaïda et l'éviction des Talibans, il aurait été avisé d'en rester là, quitte à revenir autant de fois qu'il fallait pour éviter toute « rechute » de collusion entre le pouvoir local et le terrorisme international qui n'a jamais compté un seul Afghan dans ses rangs. Vécue comme une intrusion étrangère illégitime par tout un peuple jaloux de son indépendance, l'occupation militaire du pays pendant douze ans n'a aucunement contribué à juguler le terrorisme qui est allé s'exercer ailleurs, ni à instaurer un régime politique efficace et respectable dans le pays où l'on pressent déjà le retour politique des fondamentalistes sur les ruines du régime fantoche adoubé par l'OTAN. Sans revenir sur le cas de la seconde guerre d'Irak caricaturalement déclenchée sur la base de mensonges concernant la collusion du régime local avec le terrorisme, ses conséquences invitent à réfléchir sur les différences fondamentales qui existent entre les affrontements armés et la défense contre la criminalité terroriste.

Al-Qaïda était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés mais pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiels introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

L'État Islamique est, au contraire, une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des matériels lourds, des uniformes ou des signes de reconnaissance, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement.

De fait, la seule véritable filiation d'Al-Qaïda se retrouve actuellement dans quelques groupes restreints au Sud Yémen et en Syrie, disposant de possibilités opérationnelles limitées, même si elles sont actuellement stimulées par l'offensive séoudienne contre la rébellion zaydite au Yémen, le gouvernement à majorité chiite en Irak ou le pouvoir alaouite à Damas. Ailleurs, Boko Haram, les Shebab somaliens, les Talibans afghans et pakistanais, Aqmi ou le Mujao au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État Islamique au Levant. Ils ont entrepris des opérations de guérilla ou de guerres quasi-conventionnelles de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort. Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent à ce jour n'avoir ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali et complaisamment relayées par la presse sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'État Islamique ou les scories d'Al-Qaïda saluent avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident, ils n'en sont ni les initiateurs ni les prescripteurs. Le problème terroriste n'est pas évacué pour autant. Il se posera avec acuité aussi bien en cas de défaite que de victoire de ces groupes sur le terrain.

L'organisation de Ben Laden est le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaïda a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. La débâcle éventuelle des groupes armés djihadistes actuels produira inéluctablement les mêmes effets et ils trouveront sans trop de peine parmi la trentaine de millions de musulmans résidant en Occident les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, d'y semer la mort et la dévastation.

Mais une victoire de ces groupes ne serait pas plus garante d'apaisement. Bénéficiant d'une implantation solide dans des « zones grises », installés dans une économie de rente par la prédation qu'ils exercent sur les populations et les ressources locales, ils ne pourront se maintenir que par une fuite en avant permanente, une extension de leur zone de contrôle, des offensives sans cesse renouvelées, tout en tentant de se mettre à l'abri des ripostes extérieures par des pressions politiques et terroristes, au premier rang desquelles figurera la recherche incessante d'une rupture et de l'affrontement violent en Occident entre les communautés musulmanes et le reste de la population.

Si les mouvements salafistes violents se montrent aussi actifs et habiles sur Internet et les réseaux sociaux pour séduire des sympathisants au sein des communautés émigrées en Occident, leur objectif premier n'est pas d'y recruter des combattants mais d'abord de dresser un mur d'incompréhension et de haine entre communautés, de semer le trouble et le désordre en vue de dissuader les sociétés occidentales d'intervenir militairement contre eux ou de soutenir les régimes en place qui leur résistent. Les milices de l'État islamique, de Boko Haram, des Shebab somaliens ou d'Aqmi disposent de suffisamment de volontaires aguerris et rompus aux rigueurs du terrain sans avoir à s'encombrer de recrues inexpérimentées et inadaptées aux contraintes locales. Leur stratégie de séduction est strictement conforme à celle de la Confrérie des Frères Musulmans - dont est issue la quasi-totalité des cadres de la violence islamiste - qui, depuis les années 50 et suivant les préconisations de son théoricien de la subversion armée, Sayyid Qotb, a fait de la violence politique exercée contre les régimes en place et leurs alliés occidentaux un moyen privilégié d'accès à un pouvoir dont ils cherchent à s'emparer par tous les moyens depuis près d'un siècle. Le temps, la clandestinité et l'exil auxquels ils ont été souvent contraints, les répressions auxquelles ils ont été soumis ont développé chez eux un réel talent pour le discours populiste et démagogique, pour les surenchères au fondamentalisme religieux et à la haine des autres, pour l'exploitation de toutes les failles culturelles, juridiques, politiques et sociales des sociétés qui les accueillent. De fait, la synergie entre les intérêts de légitimation politique des monarchies wahhabites et la stratégie de conquête du pouvoir par les Frères Musulmans constituent la matrice de la violence djihadiste. La propagande salafiste jointe au double langage des Frères Musulmans a toutes les chances d'atteindre ses objectifs si les pays occidentaux n'ont à leur opposer que l'ignorance, la bien-pensance ou la mollesse des concessions permanentes et des coups de canifs dans nos contrats sociaux qui sont autant de capitulations en rase campagne comme l'a très bien montré l'excellent essai de Djamila Benhabib paru ici à Montréal en 2011.

Il existe sans doute en Occident quelques centaines de jeunes gens *borderline*, en perte de repères familiaux, culturels et sociaux, prêts à passer à la violence aveugle au hasard d'une situation tendue, de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle ou sur les réseaux sociaux. Ce type de dérive a été illustré récemment en France, au Canada, aux États-Unis ou au Danemark. Il est à l'évidence d'une extrême gravité et requiert toute l'attention de nos sociétés et des mesures strictes de prévention et de répression. Cependant, elle relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d'une menace d'irréductible affrontement idéologique.

D'autres dangers restent à venir. Depuis longtemps déjà, de nombreux observateurs mettent en garde à juste titre contre une possible transition vers le terrorisme international du groupe « État Islamique » si celui-ci perd pied militairement sur le terrain - ce qui semble être le cas

en ce moment. Il y a tout lieu de redouter le retour vers leur pays d'origine des volontaires étrangers haineux et frustrés comme le montre l'exemple de Mehdi Nemmouche et comme l'avait démontré il y a 20 ans le retour vers leur pays d'origine de ce que l'on appelait alors les « Afghans arabes ».

L'Occident n'a donc pas le choix. Il ne se protégera pas du risque terroriste en conservant une prudente neutralité, en refusant de s'impliquer militairement et politiquement et en s'obstinant à ignorer l'existence des instigateurs et des soutiens politiques, idéologiques et financiers de la violence salafiste. Il est de son intérêt de s'opposer politiquement et diplomatiquement avec vigueur à ces soutiens. Après de longues années d'errements, l'Égypte a donné l'exemple à l'été 2013 en criminalisant le djihadisme et la Confrérie des Frères Musulmans dont sont issus 90% des idéologues et des militants de la violence. Nous ferions bien de nous en inspirer.

Il est en effet du devoir de l'Occident d'engager collectivement ses forces armées et ses services de sécurité contre la barbarie salafiste aux côtés des Etats-Unis, bien sûr, mais surtout aux côtés des gouvernements légaux des pays musulmans, fussent-ils peu démocratiques ou jugés peu vertueux. On fera le tri après. Fallait-il pendant la Seconde Guerre mondiale renoncer à l'alliance avec l'URSS de Staline face à la barbarie nazie ? La grandeur des politiques est de faire des choix difficiles. Pour les choix faciles, les peuples n'ont besoin de personne.

D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard des pétromonarques de la péninsule arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires.

Qu'il s'engage ou non dans la destruction des armées djihadistes au Moyen Orient et en Afrique, l'Occident devra faire face au risque terroriste sur son sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière. Il est donc indispensable de développer, en liaison avec les pays musulmans qui – il faut le répéter sans cesse - sont les premières victimes du terrorisme djihadiste et sans en exclure aucun, une véritable coopération politique, militaire, sécuritaire, judiciaire et policière destinée à déceler le plus en amont possible et prévenir les dévastations de la propagande salafiste sur les citoyens les plus fragiles.